



HAL
open science

L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme

Agathe Demarais

► **To cite this version:**

Agathe Demarais. L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme. Les Études du CERI, 2024, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023, 273-274, pp.43-49. 10.25647/etudesduceri.273-274.07 . hal-04459382

HAL Id: hal-04459382

<https://hal.science/hal-04459382v1>

Submitted on 15 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme *par Agathe Demarais*

La situation de l'économie russe n'a jamais autant défrayé la chronique. Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'impact réel ou supposé des sanctions occidentales sur le PIB russe constitue en effet un sujet d'intérêt majeur. Il est cependant devenu difficile d'analyser avec fiabilité la situation réelle de l'économie russe. En effet, le Kremlin a fait des statistiques une arme de propagande. Les données officielles russes (qui, faute d'alternative, forment la base des prévisions établies par les institutions internationales) sont aujourd'hui d'une fiabilité douteuse. En outre, certaines statistiques, par exemple celles liées au commerce extérieur, ont été classifiées.

Il convient également de s'interroger sur le sens des statistiques économiques russes. L'appareil productif de la Russie est aujourd'hui celui d'une économie de guerre, dopée par des mesures de soutien budgétaire massif et orientée vers la production tous azimuts de matériels militaires. Même si elle alimente la croissance du PIB, la fabrication d'équipements militaires n'augmente pas le niveau de vie de la population russe. En outre, ces armes seront probablement rapidement détruites sur le champ de bataille. En d'autres termes, une analyse de la croissance du PIB russe et de ses différents composants n'est, en temps de guerre, probablement pas pertinente.

A l'inverse, il est aujourd'hui possible de dresser un panorama de l'impact des sanctions occidentales sur l'effort de guerre russe et des perspectives de long terme de l'économie du pays. Les sanctions à l'égard de Moscou fonctionnent mais leur effet ne pourra se faire sentir que de manière graduelle, cumulative et sur le temps long. Les perspectives de l'économie russe étaient mauvaises avant même l'annexion de la Crimée en 2014, en raison notamment d'une baisse continue de la population et d'un faible taux d'investissement. En restreignant l'accès de la Russie aux technologies de pointe, les sanctions vont accélérer le déclin de l'économie russe, qui ne sera probablement plus une puissance économique et énergétique de premier plan d'ici 2030.

Quelles cibles pour les sanctions ?

Les pays du G7 ont imposé de lourdes sanctions à l'égard de la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Outre les mesures individuelles prises à l'encontre d'individus ou d'entreprises proches du régime russe ou participant à l'effort de guerre, ces sanctions, complexes et multiples, s'articulent autour de trois cibles principales.

Certaines sanctions ciblent les stocks financiers de la Russie. La mesure phare, dans ce domaine, concerne l'immobilisation de la partie des avoirs de la Banque centrale de Russie (BCR) détenus en devises occidentales (euro, dollar américain, livre sterling, yen japonais, dollar canadien...). Le montant des avoirs immobilisés de la BCR s'élève à environ 300 milliards d'euros. Un important débat agite aujourd'hui les chancelleries occidentales en vue d'une confiscation et d'une utilisation éventuelle de ces fonds pour financer la reconstruction de l'Ukraine. L'argument moral en faveur d'une confiscation des avoirs de la BCR paraît solide. Cependant, une analyse du précédent qu'une telle mesure pourrait créer semble également nécessaire.

Figure 14
Cours du rouble, 2014-2024



D'autres mesures cherchent à restreindre les flux commerciaux de la Russie. Les premières sanctions introduites peu après le 24 février 2022 visaient à limiter les importations russes de produits de haute technologie qui peuvent avoir des applications militaires, comme les semi-conducteurs. En effet, ces composants électroniques sont nécessaires pour fabriquer la plupart des équipements militaires modernes, comme les missiles, les chars ou les avions de combat. Dans un deuxième temps, à partir de novembre 2022, les pays occidentaux ont mis en œuvre des mesures restreignant les exportations d'hydrocarbures russes afin de diminuer les ressources financières que la Russie peut allouer à la guerre. Ces sanctions incluent notamment un embargo européen sur les importations de pétrole russe et un plafonnement du prix du pétrole russe exporté avec le concours de sociétés occidentales (à hauteur de 60 dollars par baril). D'autres mesures, telles que les embargos américain, britannique et canadien sur les importations de pétrole russe, ont une portée plus symbolique : en effet, ces pays n'importaient que très peu de pétrole russe avant le début de la guerre en Ukraine.

Enfin, une troisième catégorie de sanctions vise à obérer les perspectives économiques de long terme de la Russie en ciblant son secteur énergétique. Ces mesures, mises en œuvre depuis l'annexion de la Crimée en 2014, ont été renforcées après l'invasion de l'Ukraine. Ces sanctions restreignent l'accès de la Russie aux technologies et financements occidentaux afin de développer de nouveaux projets pétro-gaziers, notamment dans l'Arctique. Le pari occidental consiste à essayer d'asphyxier le secteur énergétique russe¹ : les réserves des champs d'hydrocarbures aujourd'hui en opération s'épuisent progressivement, la Russie doit développer de nouveaux gisements afin de maintenir ses capacités de production. Cependant, faute de technologie occidentale (et en particulier américaine), la Russie pourrait éprouver des difficultés dans ce domaine et, par conséquent, perdre progressivement son statut de puissance énergétique mondiale de premier plan.

¹ Sur cette problématique, voir aussi Agathe Demarais, *Backfire : How Sanctions Reshape the World Against U.S. Interests*, New York, Columbia University Press, 2022.

Les sanctions sont-elles efficaces ?

Le débat sur l'efficacité des sanctions occidentales vis-à-vis de la Russie fait rage. Cette controverse est en partie alimentée par d'importantes campagnes de désinformation russe visant à faire croire que les sanctions pénaliseraient les économies européennes. Cette analyse inverse la cause et la conséquence : en effet, c'est bien la guerre en Ukraine – et non les sanctions occidentales – qui a entraîné une hausse des cours des matières premières énergétiques. Une analyse de l'efficacité des sanctions occidentales nécessite de définir clairement les objectifs des mesures prises à l'égard de Moscou.

On peut, dans un premier temps, préciser ce que les sanctions ne peuvent pas faire. Ces mesures ne visent pas à provoquer un effondrement économique de la Russie : cela serait impossible – en 2022, selon la Banque mondiale, la Russie était la 8^e économie mondiale en termes de PIB nominal² – et nuirait par ailleurs aux intérêts des pays occidentaux en provoquant une hausse sensible des cours des matières premières exportées par la Russie (pétrole, gaz, blé, aluminium, or, engrais, diamants...). Un éventuel changement de régime à Moscou n'est pas non plus l'objectif poursuivi par les Occidentaux : il n'y a en effet aucune raison de croire qu'un éventuel successeur de Vladimir Poutine serait enclin à se retirer d'Ukraine ou même à renouer un dialogue productif avec les chancelleries occidentales. En outre, l'histoire a montré à de multiples reprises que les sanctions ne sont pas un outil efficace afin de provoquer un changement de régime politique. Enfin, il paraît illusoire d'espérer que les sanctions puissent convaincre le régime de Vladimir Poutine d'arrêter la guerre en Ukraine, tant le pouvoir russe estime aujourd'hui que ce conflit représente, pour la Russie, une question existentielle.

L'objectif des sanctions occidentales est de peser sur la capacité de la Russie à faire la guerre. Cet objectif se décline à la fois dans le domaine financier, en restreignant les ressources russes issues des exportations d'hydrocarbures, et dans le domaine technologique, en limitant l'accès de la Russie aux technologies dites duales (lesquelles ont des applications à la fois civiles et militaires).

A l'aune de cet objectif, il paraît clair que les sanctions fonctionnent. Selon la Kyiv School of Economics, les revenus que la Russie tire des exportations de pétrole ont en effet chuté de 30 % en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'année 2023. Ce recul est en partie dû à la baisse des cours du baril de pétrole durant cette période. Cependant, il est aussi lié à l'embargo européen sur les importations de pétrole russe : en effet, les ports russes de la mer Baltique, qui exportaient précédemment le pétrole russe vers l'Europe, sont aujourd'hui configurés pour desservir des ports indiens. Ces exportations sont effectuées à un coût plus important (en raison de temps de transport plus longs et de coûts d'assurance plus élevés) et à un prix plus faible (les entreprises indiennes sont en position de force afin de négocier un rabais de quelques dizaines de dollars par baril de pétrole russe).

Il est plus difficile d'estimer l'impact des sanctions dans le domaine technologique, en raison notamment de l'existence de réseaux de contournement de ces mesures (par exemple au travers du ré-export de semi-conducteurs par le biais de pays qui n'imposent pas de sanctions, comme la Turquie, la Serbie ou les Émirats arabes unis). Cependant, il paraît clair que la Rus-

² Banque mondiale, *World Development Indicators Database*, 1^{er} juillet 2023, https://databankfiles.worldbank.org/public/ddpext_download/GDP.pdf

sie, si elle parvient toujours à se fournir en semi-conducteurs, le fait probablement à un coût plus élevé qu'auparavant, pour des produits de moindre qualité et avec des circuits d'approvisionnement plus complexes. La récente propension de certaines entreprises russes à désosser des réfrigérateurs afin d'en extraire des semi-conducteurs semble confirmer cette analyse.

Combien de temps le pouvoir russe peut-il tenir ?

Les sanctions ne pourront pas porter un coup d'arrêt brutal à l'effort de guerre russe. Même si ces mesures pèsent sur la capacité de la Russie à financer la guerre, il paraît illusoire d'espérer qu'elles acculent le pouvoir russe. En effet, Moscou dispose toujours d'importantes ressources financières : les avoirs non immobilisés de la BCR représentent plus de 300 milliards d'euros, tandis que les ressources du fonds souverain, le Fonds de la richesse nationale, sont estimées à environ 140 milliards de dollars³. Les prévisions budgétaires pour les années à venir confirment la volonté du pouvoir russe de continuer la guerre coûte que coûte. Le Kremlin prévoit une forte augmentation des dépenses militaires en 2024, pour un montant annoncé de plus de 120 milliards d'euros – soit 7 % du PIB ou un tiers des dépenses budgétaires⁴. Cette hausse d'environ 70 % des dépenses militaires en glissement annuel⁵ se fera au détriment des dépenses liées à la santé et à l'éducation, qui sont pourtant loin de s'établir à un niveau satisfaisant. Cette stratégie pourrait, à long terme, fragiliser le pouvoir russe. En effet, préserver la paix sociale a un coût et il n'est pas certain qu'une augmentation constante des dépenses militaires pourra être soutenable dans la durée, notamment si elle entraîne une baisse des prestations sociales.

Néanmoins, il n'est pas possible de prédire une date à laquelle la Russie ne pourra plus financer la guerre. Un tel point d'inflexion dépend en effet de la conjonction de plusieurs facteurs, tels que :

- le cours du baril de pétrole (qui pourrait augmenter sensiblement, au bénéfice de la Russie, en cas d'embrasement au Proche-Orient lié à la guerre entre le Hamas et Israël ou aux tensions en mer Rouge) ;
- la capacité de la Russie à augmenter ses recettes fiscales (par exemple par le biais d'une hausse de l'imposition des sociétés ou d'une saisie des actifs des entreprises étrangères) ;
- la volonté du pouvoir russe de diminuer les dépenses fiscales (par exemple en coupant encore un peu plus dans les budgets alloués à la santé et à l'éducation) ;
- la capacité des banques russes à absorber la dette de l'Etat (faute d'accès aux marchés internationaux, la dette souveraine est détenue par des institutions financières russes) ;
- la possibilité de céder certains des actifs du Fonds de la richesse nationale, qui seraient pour moitié liquides.

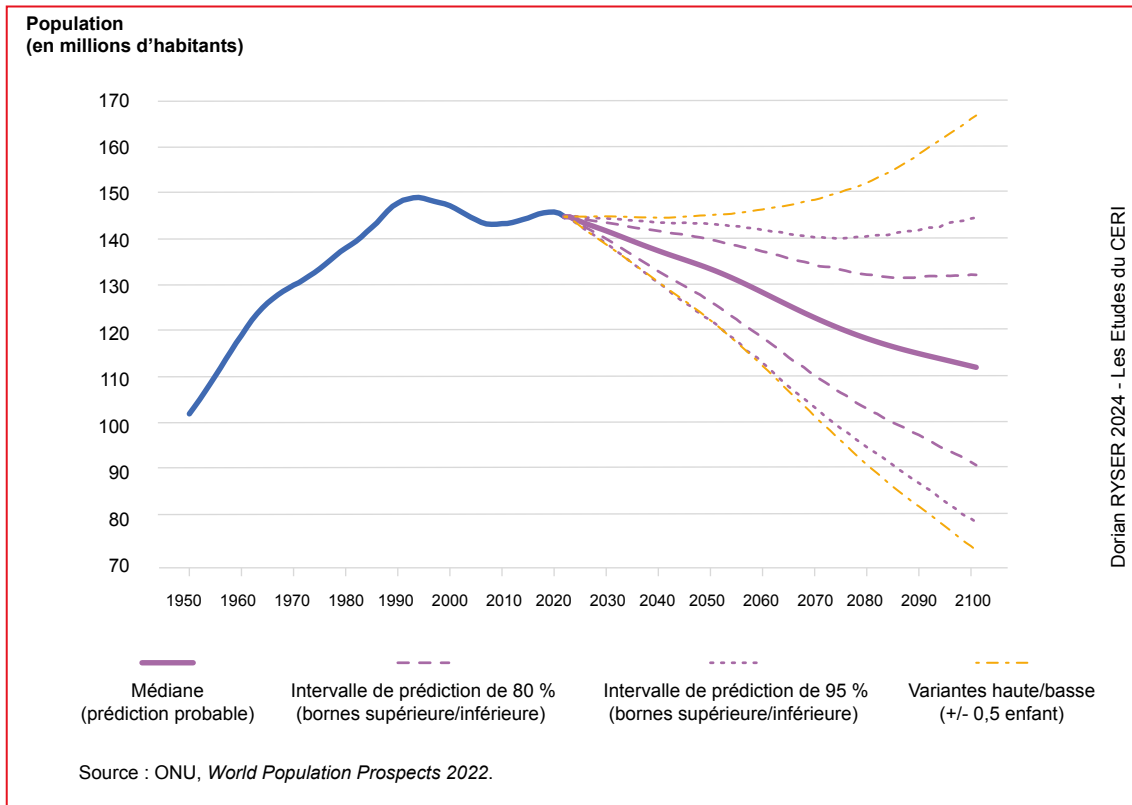
En dernier recours, un éventuel soutien financier chinois pourrait permettre à la Russie de continuer la guerre. Dans un tel scénario, certainement peu attractif du point de vue des autorités russes, les contre-mesures occidentales vis-à-vis de la Chine pourraient être sévères.

³ *KSE Institute Russia Chartbook*, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

⁴ Julian Cooper, « Another budget for a country at war : military expenditure in Russia's federal budget for 2024 and beyond », Stockholm International Peace Research Institute, décembre 2023, <https://www.sipri.org/publications/2023/sipri-insights-peace-and-security/another-budget-country-war-military-expenditure-russias-federal-budget-2024-and-beyond>

⁵ *KSE Institute Russia Chartbook*, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

Figure 15
Perspectives démographiques de la Russie



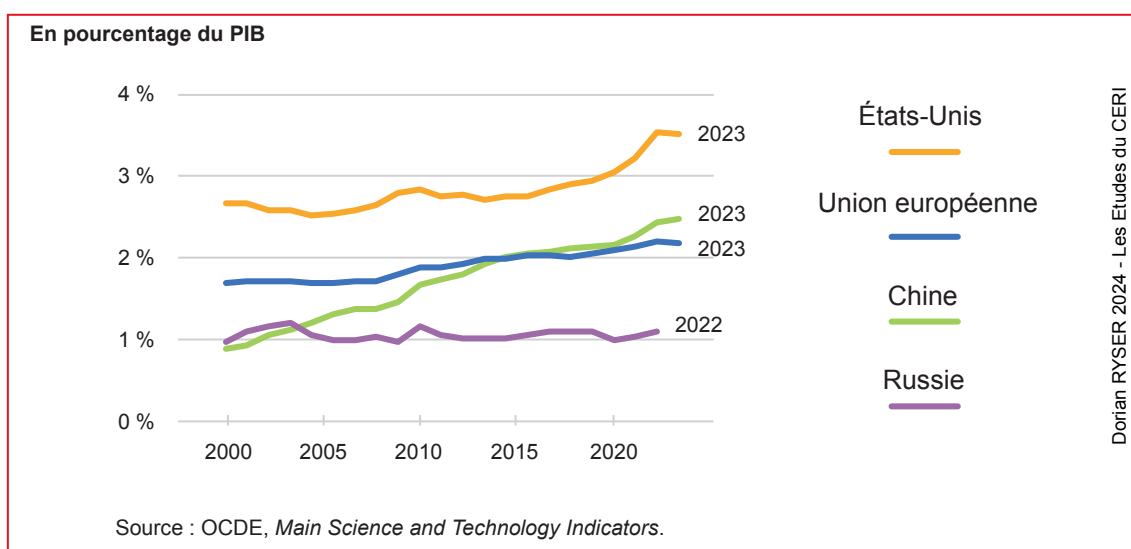
Quelles perspectives de long terme pour l'économie russe ?

Les perspectives économiques de long terme de la Russie sont mauvaises. Les évolutions démographiques et la croissance de la productivité représentent les deux déterminants de la croissance de long terme (c'est-à-dire à l'échelle de plusieurs décennies). Les données russes dans ces deux domaines sont médiocres. La population russe, estimée à 146 millions d'habitants en 2020 (faisant de la Russie le 9^e pays le plus peuplé du monde), décroît à un rythme soutenu en raison notamment d'un faible taux de fécondité (environ 1,5 enfant par femme). Selon les dernières données de l'Organisation des Nations unies (publiées en 2022), la population russe devrait chuter à hauteur de 133 millions d'habitants d'ici 2050 et s'établir à seulement 112 millions d'habitants d'ici 2100 (faisant de la Russie la 20^e puissance démographique mondiale, un rang aujourd'hui occupé par la Thaïlande). Les décès de jeunes hommes au combat en Ukraine vont accélérer ce phénomène et créer une « classe creuse » démographique : mi-2023, on estimait les pertes au front à environ 40 000 à 50 000 soldats⁶. Il ne fait pas de doute que ce chiffre est aujourd'hui plus élevé et qu'il faudra aussi y intégrer les blessés et mutilés de guerre, qui ne pourront pas occuper d'emplois productifs.

⁶ « A new study finds that 47,000 Russian combatants have died in Ukraine », *The Economist*, 12 juillet 2023, <https://www.economist.com/graphic-detail/2023/07/12/a-new-study-finds-that-47000-russian-combatants-have-died-in-ukraine>

Le faible taux d'investissement pèse par ailleurs sur la croissance de la productivité. Selon l'OCDE, les dépenses de recherche et développement (R&D) russes s'établissaient à seulement 1,1 % du PIB en 2022, soit un niveau comparable à la moyenne des petits Etats insulaires en développement (un groupe de 57 nations et territoires insulaires, tels que les îles Fidji, la Jamaïque, l'île Maurice, les îles Tonga et le Tuvalu)⁷. Par comparaison, les dépenses françaises de R&D s'établissent à 2,2 % du PIB et celles des Etats-Unis à hauteur de 3,5 % du PIB. En outre, la forte prégnance de l'Etat dans l'économie russe, notamment par le biais de multiples entreprises publiques, ne constitue pas une incitation à l'innovation et à l'amélioration de la productivité.

Figure 16
Dépenses de R&D, 2000-2022/2023



L'exode d'une partie des forces vives représente un autre défi économique de long terme. Même s'il est difficile d'obtenir des chiffres fiables dans ce domaine, près d'un million de Russes opposés à la guerre en Ukraine auraient émigré depuis février 2022⁸. Ces actifs occupaient souvent des emplois dans le domaine de l'informatique ou des hautes technologies. Leur départ va amplifier les mauvaises perspectives démographiques et peser plus encore sur la croissance de la productivité. Le retrait d'une partie des entreprises internationales, lesquelles constituaient avant la guerre des pourvoyeurs de hautes technologies, va également peser sur les perspectives économiques de long terme du pays.

Enfin, les perspectives du secteur énergétique russe, qui représente 30 % du PIB, sont elles aussi mauvaises. D'une part, la transition énergétique liée à la lutte contre le changement climatique va, dans les prochaines décennies, entraîner une diminution de la demande internationale d'hydrocarbures. Cette situation va poser la question du modèle économique russe, qui dépend actuellement de la rente énergétique (les recettes issues de la production d'hydrocarbures représentent la moitié des ressources fiscales et environ 60 % des exportations). Les multiples tentatives de diversification de l'économie russe mises en œuvre au cours des dernières décennies se sont systématiquement soldées par des échecs cuisants.

⁷ OCDE, <https://data.oecd.org/rd/gross-domestic-spending-on-r-d.htm>

⁸ KSE Institute Russia Chartbook, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

D'autre part, les sanctions internationales vont accélérer le déclin du secteur énergétique russe en restreignant la capacité des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz à développer de nouveaux gisements. Les données du *World Energy Outlook 2022* de l'Agence internationale de l'énergie confirment cette tendance⁹. La Russie exporte aujourd'hui 30 % du pétrole et du gaz échangés mondialement. En raison des sanctions occidentales, cette proportion pourrait tomber à hauteur de 15 % d'ici 2030, sans que le régime russe dispose de solution évidente pour répondre à ce défi.

⁹ Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook 2022*, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022/key-findings>

Pour citer ce chapitre : Agathe Demarais « L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].